

## Les lettres d'actualité – Etats-Unis

# Faits marquants US - Écologie, Développement durable, Énergie et Transports

#2020-34

Par Jérôme Vouland

Le 24 septembre 2020

---

## SOMMAIRE

### ÉCOLOGIE – CLIMAT

- La Californie annonce l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035
- Des stratégies opposées pour les majors américains et européens du pétrole et du gaz
- 40 sénateurs réclament des questions sur le climat lors des débats présidentiels

### TRANSPORT

- Avancée majeure, mais non décisive, pour le projet de train à grande vitesse texan
- La FAA avance vers la certification des drones
- Un projet de législation au Sénat pour des contrôles de température par la TSA

### ÉNERGIE

- Tesla annonce plusieurs avancées majeures pour ses batteries
- Peu de perspectives favorables pour le projet de loi sur les énergies propres
- Extension du moratoire sur l'exploitation offshore pétrole & gaz en Caroline du Nord

---

## AGENDA

- 16 septembre au 8 octobre [ITS World Congress ALL ACCESS](#), organisé par ITS America, accessible intégralement en ligne
- 30 septembre- [“Economic recovery in American cities: A conversation with Chicago mayor Lori Lightfoot”](#), The Brookings Institution, 21h15 à Paris

## ÉCOLOGIE - CLIMAT

### **La Californie annonce l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035**

Le Gouverneur de Californie Gavin Newsom a signé le 23 septembre un [décret](#) annonçant l'interdiction de la vente de voitures à moteur à combustion à partir de 2035, et à partir de 2045 pour les poids lourds. Le Gouverneur justifie cette décision, la première de cette nature aux Etats-Unis, par la nécessité d'agir et de se détourner rapidement des énergies fossiles pour lutter contre le changement climatique. Le secteur des transports est responsable, d'après le [communiqué](#) du Gouverneur, « *de plus de la moitié des émissions de carbone en Californie, de 80 % de la pollution causant le smog et de 95 % des émissions toxiques liées au moteurs diesel* ». Il défend également que cette mesure sera positive pour l'économie californienne, les véhicules électriques faisant d'ores et déjà partie des principales exportations californiennes. Les véhicules hybrides et hybrides rechargeables seront également victime de cette interdiction. Le décret n'interdit en revanche pas de posséder des véhicules qui ne sont pas zéro-émission après 2035, ni de les vendre sur le marché de l'occasion. Cette annonce intervient après que l'administration Trump a révoqué en début d'année l'autorité donnée à la Californie de fixer ses propres normes d'émissions pour les véhicules, ce qui a donné lieu à une action judiciaire toujours en cours. Si la justice devait arbitrer en faveur de l'administration Trump, le décret du Gouverneur Newsom interdisant la vente de véhicules thermiques neufs après 2035 serait caduque. ([San Francisco Chronicle](#))

### **Des stratégies opposées pour les majors américains et européens du pétrole et du gaz**

Alors que plusieurs grandes compagnies énergétiques européennes telles que BP, Royal Dutch Shell ou Total vendent des champs de pétrole, prévoient une forte réduction de leurs émissions et investissent massivement dans les énergies renouvelables, les géants pétroliers américains Chevron et Exxon Mobil affichent des stratégies radicalement opposées en maintenant le cap sur leurs activités historiques dans le pétrole et le gaz naturel, et n'investissent que modestement dans les solutions alternatives plus favorables au climat rapporte le [New York Times](#). « *Notre stratégie n'est pas de suivre les Européens* », indique Daniel

Droog, vice-président de Chevron pour la transition énergétique. « *Notre stratégie consiste à décarboniser nos actifs existants de la manière la plus rentable possible et à introduire systématiquement de nouvelles technologies et de nouvelles formes d'énergie. Mais nous ne demanderons pas à nos investisseurs de sacrifier leur retour sur investissement ou de faire face avec trois décennies d'incertitude sur les dividendes* ». Les deux compagnies ont fait le choix d'investir relativement peu dans les énergies renouvelables, elles ont en revanche axé leurs efforts sur la réduction des émissions, et sur la capture et séquestration du carbone. Exxon a notamment investi dans environ un tiers de la capacité mondiale de capture du carbone, et dépense environ 1 Md USD par an en R&D dont une large part est consacrée à la réduction des émissions.

### **40 sénateurs réclament des questions sur le climat lors des débats présidentiels**

Dans une [lettre](#) du 23 septembre adressée à la Commission des débats présidentiels, 40 sénateurs démocrates appellent l'organisation à faire du changement climatique l'une des thématiques prioritaires des débats présidentiels qui seront organisés entre le Président Trump et le Vice Président Biden. Les démocrates de la Chambre des représentants avaient également saisi la commission d'une requête similaire quelques semaines plus tôt. Le premier débat, qui aura lieu le 29 septembre prochain et sera modéré par le journaliste Chris Wallace de Fox News, ne prévoit pas de temps dédié à la question du changement climatique. Lors des débats de 2016, les journalistes n'avaient posé aucune question sur ce sujet aux deux candidats. ([E&E News](#))

### **Le chiffre de la semaine : 2050**

Morgan Stanley est la première grande banque américaine à s'engager à atteindre d'ici 2050 la neutralité carbone pour les émissions des projets qu'ils financent ou dans lesquels ils investissent. La banque aura donc 30 ans pour soit arrêter de financer les entreprises à forte intensité de carbone, soit compenser cette partie de son portefeuille. La firme ne précise toutefois pas comment elle compte atteindre cet objectif. ([E&E News](#))

## TRANSPORT

**Avancée majeure, mais non décisive, pour le projet de train à grande vitesse texan**

La *Federal Railroad Administration* (FRA) a entériné le 21 septembre deux décisions majeures pour le projet de ligne à grande vitesse entre Dallas et Houston porté par la société privée *Texas Central*, et promouvant la technologie japonaise de trains à grande vitesse Shinkansen. La FRA a d'une part publié le relevé de décision (*Record Of Decision - ROD*) qui achève l'étude d'impact environnemental conduite par l'agence, et qui avait été débutée en 2014, et établit entre autres le fuseau final de passage du projet, et publié la règle finale d'applicabilité particulière (*Rule of Particular Applicability - RPA*) qui établit les exigences de sécurité auxquelles le projet doit se soumettre (la technologie de train à grande vitesse n'étant pas encore règlementée aux Etats-Unis). *Texas Central* doit désormais s'inscrire dans le processus d'autorisation du régulateur fédéral des transports (*Surface Transportation Board - STB*) préalablement à l'obtention des autorisations de travaux devant être accordées par la FRA et l'Etat du Texas. *Texas Central* devra également poursuivre et finaliser les opérations d'acquisitions foncières le long du tracé. Le projet suscite toutefois une très forte opposition au Texas, y compris parmi les élus. En avril dernier, plus de deux douzaines de parlementaires républicains de l'Etat en appelaient au département des transports fédéral pour mettre un terme aux projets de *Texas Central* qui selon eux ne disposerait pas des « *ressources et des compétences nécessaires pour continuer ce projet* ». ([Dallas Morning News](#))

**La FAA avance vers la certification des drones**

La *Federal Aviation Administration* (FAA) a publié le 18 septembre la [notice](#) finale définissant la stratégie de l'agence pour établir des « certificats de type » pour la conception des drones selon une « catégorie spéciale d'avions », pour laquelle des standards de certification n'existent pas encore. L'administrateur de la FAA, Steve Dickson, précise que son agence proposera un processus de certification plus rapide et plus souple que ce qui existe actuellement pour les appareils traditionnels, afin d'encourager les fabricants de drones à s'inscrire dans ces processus, tout en précisant que le développement des opérations de drones nécessiterait également des technologies fiables de détection et d'évitement. La publication de cette

politique, perçue comme un pas important pour le développement des opérations de drones, était largement soutenue par l'industrie du drone aux Etats-Unis, qui aurait même souhaité que la FAA aille plus loin.

**Un projet de législation au Sénat pour des contrôles de température par la TSA**

Les sénateurs Maria Cantwell (D-WA) et Rick Scott (R-FL) ont présenté le 18 septembre un projet de loi bipartisan ([S. 4623](#)) qui imposerait à la *Transportation Security Administration* (TSA) de réaliser des contrôles de température des passagers aériens dans les espaces de contrôle de sécurité des aéroports. Le projet prévoit, dans un premier temps, que différentes technologies et solutions de contrôle soient éprouvées dans quelques aéroports pendant 4 mois avant un déploiement à grande échelle de l'option la plus efficace. La TSA s'est jusqu'à présent refusé de pratiquer des contrôles de température sur les passagers aériens, plaidant que la TSA ne disposait pas de l'autorité requise pour des contrôles sanitaires, et recommandant plutôt que les compagnies aériennes et les aéroports en prennent la responsabilité s'ils le jugeaient nécessaire. La Chambre avait introduit un projet de loi similaire au cours de l'été ([H.R. 7651](#)). ([Transportation Today](#))

**Nav Canada annonce la réduction de ses effectifs**

Nav Canada, la société privée à but non lucratif assurant le contrôle du trafic aérien au Canada, a [annoncé](#) la suppression de plus de 720 de ses emplois pour atteindre une contraction de 14% de son effectif total pour « *s'adapter à la nouvelle réalité liée aux niveaux de trafic* ». Nav Canada fermera également ses centres d'information de vol de Winnipeg et de Halifax. La société précise que les changements annoncés n'auront aucune incidence opérationnelle sur la sécurité des services de navigation aérienne dans l'ensemble du pays.

**Le chiffre de la semaine : 176 Mds USD**

Il s'agit du retard d'investissement dans les transports collectifs aux Etats-Unis d'après l'*American Society of Civil Engineers* (ASCE), prenant en compte les équipements, matériels roulants et infrastructures ayant déjà dépassé leur durée de vie. (Politico)

## ÉNERGIE

**Tesla annonce plusieurs avancées majeures pour ses batteries**

Tesla a annoncé, lors d'un événement baptisé « battery day » et destiné à ses investisseurs, la perspective de plusieurs avancées techniques et technologiques majeures pour l'entreprise, ses véhicules électriques et leurs batteries, qui permettraient de proposer un véhicule à 25 000 USD d'ici trois ans. Bien que moins spectaculaires que ne l'imaginaient certains analystes, les principales annonces esquissent une route ambitieuse pour le constructeur californien, qui pour faire face au besoin croissant de batteries, a indiqué qu'il allait produire ses propres batteries pour ses besoins mais également pour d'autres constructeurs. Tesla va ainsi mettre en place une ligne de production pilote, installée sur son site historique de Fremont, et vise d'atteindre une production de 10 GWh d'ici fin 2021 sur ce site, à comparer au 35 GWh actuellement produits par la Gigafactory située au Nevada en partenariat avec Panasonic. Ce site pilote devrait servir de modèle pour un déploiement à grande échelle d'usines à batteries, plus compactes que ne le sont les actuelles lignes de production. Tesla projette par ailleurs de produire une nouvelle version de cellules de batteries, plus grosses, plus puissantes, et permettant d'offrir une plus grande autonomie. Tesla annonce également qu'il va utiliser la batterie comme élément de structure pour ses véhicules, permettant d'en réduire la masse et d'accroître donc leur autonomie. ([E&E News](#))

**Peu de perspectives favorables pour le projet de loi sur les énergies propres**

Les membres du Congrès, à la Chambre comme au Sénat, qui espéraient pouvoir faire aboutir d'ici la fin de l'année les projets de loi sur l'innovation énergétique de leurs chambres respectives devront probablement se résigner à renvoyer cette discussion au prochain Congrès. Ce paquet devait permettre d'accroître les fonds pour la recherche et le développement d'énergies propres tout en promouvant l'efficacité énergétique des bâtiments. Alors que la Chambre des représentants engage cette semaine le débat sur le paquet législatif [HR 4447 – Clean Economy Jobs and Innovation Act](#), le texte suscite une forte opposition de la part de plusieurs parlementaires républicains, mais également chez certains démocrates progressistes qui contestent le soutien apporté aux technologies de capture du carbone, plébiscitées par

les compagnies pétrolières. Dans un même temps, le Bureau de la gestion et du budget de la Maison Blanche (OMB) a [indiqué](#) le 21 septembre que les conseillers du président lui recommanderaient d'opposer son veto à ce projet de loi, considérant que ce dernier propose « une approche du haut vers le bas qui saperait l'agenda de dérégulation de l'administration » et qui « imposerait des coûts substantiels et injustifiés aux agences fédérales, aux Etats et collectivités locales ainsi qu'à d'autres acteurs clés des secteurs public et privé ». Le paquet de la Chambre, avant amendements, autoriserait 135 Mds USD de dépenses pour stimuler les technologies d'énergies propres grâce à des financements du Département de l'Énergie pour la R&D notamment. Du côté du Sénat, la féroce bataille à venir pour approuver la successeur à la Cour Suprême de la juge Ruth Bader Ginsberg, décédée la semaine dernière, devrait considérablement réduire le temps disponible pour pouvoir débattre du projet symétrique [S. 2657](#). Le dernier grand paquet législatif sur l'énergie a été adopté par le Congrès en 2007 soit plus de dix ans en arrière, dans un contexte énergétique très différent font remarquer les défenseurs de ce projet. ([E&E News](#))

**Extension du moratoire sur l'exploitation offshore pétrole & gaz en Caroline du Nord**

Le Président Trump, qui avait annoncé début septembre lors d'un déplacement en Floride la prolongation de 10 ans du moratoire sur l'exploitation pétrolière et gazière offshore en Floride, Géorgie et Caroline du Sud, devrait étendre ce moratoire à l'Etat de Caroline du Nord jusqu'à mi-2032, d'après le Sénateur républicain de Caroline du Nord Tom Thill. A l'instar de la première annonce, celle-ci est également considéré par la presse américaine comme un geste politique en amont des élections dans un des Etats jugé stratégique pour l'emporter en novembre prochain. ([The Hill](#))

**Le chiffre de la semaine : 4 sur 12**

Les maires de 12 grandes villes, dont ceux des 4 villes américaines de Los Angeles, la Nouvelle Orléans, New York et Pittsburgh se sont engagés le 22 septembre à se défaire d'actifs dans les entreprises du secteur des énergies fossiles, et plaident pour des investissements plus durables pour sortir de la crise du Covid19. ([C40 Cities](#))

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des Etats-Unis.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

**Editeur :**

Service Economique Régional des Etats-Unis  
Ambassade de France aux Etats-Unis  
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007  
[www.frenchtreasuryintheus.org](http://www.frenchtreasuryintheus.org)

Articles rédigés par : Jérôme Voulard

Revu par : Jonathan Gilad

Date de parution : 24 septembre 2020

Abonnement/désabonnement : [par email](#)